

*Questions orales***LE COMMERCE EXTÉRIEUR**

ne s'agit certainement pas là de hausses importantes, mais au moins, cela montre que nous sommes sur la bonne voie.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, je rappelle au ministre des Finances que partout au pays des personnes souffrent parce qu'elles ne savent pas si elles auront un emploi demain lorsqu'elles en ont un aujourd'hui, et que si elles n'en ont pas, elles ignorent comment elles feront pour en trouver un, à cause des politiques du gouvernement qui ont favorisé le chômage au Canada.

Des choix s'offrent au gouvernement. Que la Chambre siège ou non, il incombe au gouvernement de mettre sur pied un programme national de création d'emplois.

Aujourd'hui, le gouvernement a fait distribuer aux Canadiens des millions de brochures payées par les contribuables relativement à l'entente commerciale, et il dépense en outre 1,8 million de dollars en annonces à la radio pour faire la promotion de l'accord de libre-échange nord-américain. Malgré la disparition de plus de 360 000 emplois dans le secteur manufacturier depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, le gouvernement à le culot de dire ceci dans la publication: «Le libre-échange aide à créer le genre d'emplois dont les Canadiens ont besoin pour soutenir la concurrence dans le marché international actuel.» Monsieur le Président, cette déclaration est révoltante.

Les Canadiens n'ont pas besoin de publicité à l'égard d'une mauvaise entente. Ils ont plutôt besoin d'annonces d'emplois. Je pose la question au gouvernement: Quand les Canadiens vont-ils voir de telles annonces?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique est encore une fois dans l'erreur. Elle laisse entendre qu'environ 300 000 emplois du secteur manufacturier sont disparus depuis la signature de l'Accord de libre-échange. C'est faux.

Comme la députée le constatera, Statistique Canada mentionne que quelque 186 000 emplois du secteur manufacturier ont été éliminés entre septembre 1984 et septembre 1992. Toutefois, ces pertes ont été compensées par la création de 1,3 million d'emplois, ce qui se traduit par un gain net de plus d'un million de nouveaux emplois.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, j'inviterais le ministre des Finances à consulter Statistique Canada pour voir comment il se fait que le nombre des chômeurs reste stable à 1,6 million. Il n'y a pas de nouveaux emplois.

[Français]

D'autre part, aujourd'hui, le texte de l'ALÉNA, un document de 900 pages, sera rendu public; c'est l'entente entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Le Congrès américain organise des audiences publiques sur l'entente; au Canada, rien.

Ma question s'adresse au premier ministre: Est-ce qu'il va s'engager à ce qu'un comité parlementaire tienne des audiences publiques dans toutes les régions du Canada pour que les Canadiens et les Canadiennes puissent se prononcer sur cette entente?

[Traduction]

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, avant l'ajournement estival, nous avons dit à la députée ce que nous entendions faire. Le gouvernement consultera le Parlement comme il l'a fait à propos de l'Accord sur le libre-échange.

**L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord):** Monsieur le Président, le président Bush des États-Unis a annoncé récemment un programme de plusieurs milliards de dollars destiné à venir en aide aux travailleurs des secteurs industriels qui vont souffrir de l'accord de libre-échange nord-américain, tandis que les partisans démocrates du candidat Clinton réclament une aide à l'adaptation encore plus considérable.

Pourquoi le gouvernement canadien n'a-t-il pas introduit un programme d'aide supplémentaire à l'adaptation pour aider les entreprises et les travailleurs canadiens à faire face à une libéralisation plus poussée des échanges.

• (1430)

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, voilà bien une bonne question. Le député fait allusion à un programme annoncé par le président Bush qui parlait de dépenser 2 milliards de dollars, dont 1,8 milliard, pour une population active d'environ 175 millions de personnes. Au Canada, nous dépensons 3,55 milliards de dollars pour 14 millions de travailleurs. Ça ne se compare même pas.

**L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord):** Monsieur le Président, le ministre sait très bien que, dans son examen de l'aide à l'adaptation au Canada, le Rapport de Grand-pré constatait ceci: «La suppression des obstacles inter-